



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Affaires juridiques de Bercy

Webinaire 30 septembre 2024

Sensibilisation au cadre juridique et pratique
des achats publics durables

#BercyVert



Avant de débiter...

Intégrez-vous déjà dans vos contrats des exigences en matière environnementale ou sociale ?

Sommaire

- 1. Le cadre juridique actuel de la commande publique durable**
- 2. Le cadre réglementaire à venir issu de l'article 35 de loi Climat et résilience**
- 3. Les outils à votre disposition**
- 4. Questions & réponses**



Agir • Mobiliser • Accélérer

1. Le cadre juridique actuel de la commande publique durable

#BercyVert

Les 3 piliers du développement durable

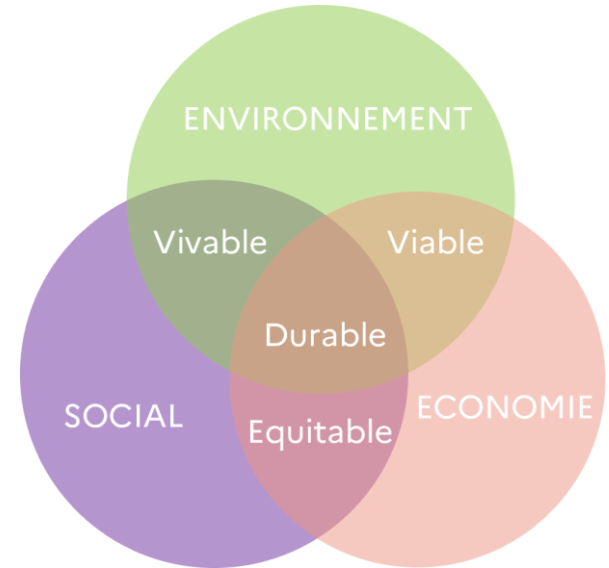
1. Définition du développement durable, sous l'égide de l'ONU, en 1992

Un développement :

- économiquement efficace ;
- socialement équitable ;
- et écologiquement soutenable.

2. Article 6 - Charte de l'environnement de 2004

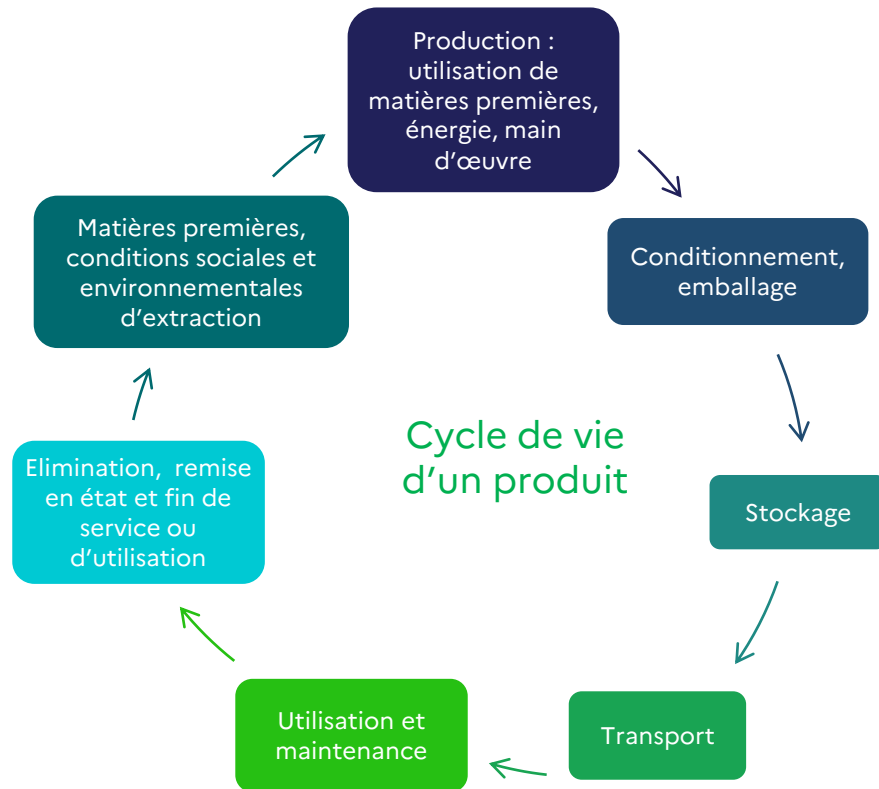
« Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. À cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social »



Le principe : le lien avec l'objet du contrat

Ce lien peut porter sur l'ensemble des phases pertinentes du cycle de vie.

~~Politique RSE~~



L'exception : les interdictions de soumissionner

Au stade de la candidature → possibilité d'exclure des candidats en cas de **non-respect d'obligations sociales et environnementales** lorsque cela est prévu par les textes.

- **Exclusions s'appliquant systématiquement (de plein droit) :**
 - Condamnations
 - Non-respect d'obligations (ex : égalité femmes-hommes)

- **Possibilité d'exclusions si prévues par l'acheteur :**
 - Non-respect de l'obligation d'établir **un plan de vigilance**
 - Non-respect de l'obligation d'établir **un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (BEGES)**
 - À partir de janvier 2026 : exclusion en cas de non-respect de l'obligation européenne de publication d'informations en matière de durabilité

Quels outils juridiques pour définir son besoin en intégrant la dimension environnementale?

CLAUSE DANS LE CONTRAT / « CONDITIONS D'EXÉCUTION »

→ Au stade du contrat (CCAP, CCTP...).

Exemples : location de véhicules propres, produits écoconçus, réemployés, bio, organisation responsable des livraisons, hébergement responsable des données numériques, service de réparation associé, prévention des déchets...

CONSULTATION : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES OU DES OFFRES

Au stade de la candidature :

→ Utiliser certaines interdictions de soumissionner facultatives. **Exemple :** non respect de l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Au stade de l'offre :

→ Prévoir des critères d'attribution, environnementaux, sociaux, pondérés de façon proportionnés. **Exemple :** pourcentage de produits issus du réemploi

Conseils pratiques :

- Réfléchir à l'ensemble des considérations : préservation des ressources, protection et restauration de la biodiversité ...
- S'appuyer sur des labels indépendants reflétant des exigences prédéfinies
- Penser à intégrer des clauses qui prévoient le contrôle des exigences

Quels outils juridiques pour définir son besoin en intégrant la dimension sociale?

CLAUSE DANS LE CONTRAT / « CONDITIONS D'EXÉCUTION »

→ Au stade du contrat (CCAP, CCTP...).

Exemples : service de qualification professionnelle, clause sociale d'insertion, contrats réservés aux ESS, SIAE, structures du handicap, aux entreprises implantées en milieu pénitentiaire, produits équitables, modalités d'organisation favorisant l'égalité des femmes/hommes en charge de l'exécution

CONSULTATION : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES OU DES OFFRES

Au stade de la candidature :

→ Utiliser certaines interdictions de soumissionner facultatives. **Exemple :** non respect de l'obligation d'établir un plan de vigilance

Au stade de l'offre :

→ Prévoir des critères d'attribution, environnementaux, sociaux, pondérés de façon proportionnés. **Exemple :** nombre d'heures d'insertion, modalités d'accompagnement des personnes en charge de l'exécution, pourcentage de produits équitables

Conseils pratiques :

- Réaliser son sourcing grâce au Marché de l'inclusion
- Pour la clause sociale d'insertion, se faire accompagner par un facilitateur et s'appuyer sur la clause des CCAG.

Exemples d'obligations d'achats durables par secteurs d'activités



RESTAURATION COLLECTIVE

- Qualité des produits
- Contenant et ustensiles



NUMÉRIQUE

- Indice de réparabilité
- Réemploi ou de la réutilisation



VEHICULES

- Acquisition et utilisation de véhicules à faibles émissions
- Remploi ou réutilisation de véhicules et pièces détachées (dont pneus rechapés)
- Sécurité des approvisionnements pour les véhicules lourds



TRAVAUX ET VOIRIE

- Réemploi ou recyclage ou valorisation des matières et déchets produits sur certains chantiers
- Lutte contre émissions de GES, stockage carbone, matériaux issu du réemploi/ressources renouvelables
- Utilisation de matériaux biosourcés ou bas-carbone



ENERGIES RENOUVELABLES

[Fiche sur le cadre réglementaire applicable aux achats durables dans certains secteurs d'activités](#)

S'appuyer sur un plan d'action global/schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)

Les obligations sur les SPASER ont été renforcées par les lois Climat et résilience puis Industrie verte.

- **Tout acheteur** soumis au code dépensant + de **50 millions d'€ d'achats annuels**, mutualisation possible
- **Contenu :**
 - **Objectifs de politique d'achat par catégories d'achats : environnementaux, sociaux**
 - **Intérêt :** concilier les enjeux pour définir une stratégie achats, renforcer l'accès des TPE/PME, EESS, innovation
 - **Fixer les modalités de mise en œuvre et de suivi**
- **Publication du SPASER sur son site, et d'indicateurs précis tous les 2 ans.** A minima :
 - **Part en nombre ou montant** des marchés intégrant une **considération environnementale**
 - **Part en nombre ou en montant** des marchés intégrant une **considération sociale**
 - **Part en nombre ou en montant** des marchés **attribués à des entreprises inclusives** (SIAE, ESAT, EA..) et agréées « ESUS »

QUIZ

Puis-je insérer dans mon contrat une clause sociale ou environnementale liée à l'extraction des matières premières ?



Agir • Mobiliser • Accélérer

2. Le cadre réglementaire à venir issu de l'article 35 de loi Climat et résilience

#BercyVert

Quels changements au plus tard le 21 août 2026 ?

- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans la définition des besoins :**
 - depuis août 2021 : la conciliation des dimensions environnementales, sociales et économiques est devenu un principe de la commande publique
 - après le 21 août 2026 : maintien de l'obligation de s'interroger sur les moyens de prendre en compte ces objectifs→ reste une **obligation de moyen** depuis 2006

- **Après le 21 août 2026, obligation d'intégrer dans tous les marchés et concessions :**
 - 1 clause + 1 critère d'attribution **environnemental**
 - 1 clause relative **au social et à l'emploi** pour les lots > ou = aux seuils européens→ La loi s'appuie sur la notion de « condition d'exécution » = toute clause ou exigence du contrat, comprenant les spécifications techniques

A consulter : [la fiche loi Climat](#)

Comment identifier une clause/condition d'exécution environnementale ou sociale?

- **Reprise d'une obligation d'achats applicable à un secteur d'activité**

Ex : obligations d'acheter 50% de produits alimentaires durables dans la restauration

Ex : depuis juillet 2024 : application anticipée de la loi climat et résilience dans les achats d'implantation, d'exploitation, de stockage d'énergies renouvelables

- **Ou initiative de l'acheteur :**

- reprise d'une obligation ne s'imposant pas à cet achat ...ou d'une norme d'application facultative
- définie par l'acheteur (avec précision)

→ **aujourd'hui** : l'acheteur qui intègre les obligations sectorielles et anticipe les obligations les valorise dans les données essentielles

→ **d'ici août 2026** : possible anticipation des obligations (clause + critère) dans certains secteurs (Ex: énergies renouvelables)

→ **Après les 21 août 2026** : clauses + critères dans tous les secteurs

QUIZ

Si je lance un marché estimé à 60 000 € en septembre 2026, et que j'y intègre une condition d'exécution et un critère environnemental, suis-je en conformité avec la loi Climat et Résilience ?



3. Les outils à votre disposition

#BercyVert

Plan national pour des achats durables 2022-2025 (PNAD)

→ Depuis le 15 mars 2022 : lancement de la 3^{ème} feuille de route pour des achats publics responsables

→ 22 actions afin de parvenir à un **double objectif d'ici 2025** :

100 % des contrats de la commande publique notifiés avec au moins une considération environnementale

30 % d'entre eux avec au moins une considération sociale

[Lien vers les chiffres du recensement OECF 2022](#)

- ✓ Une gouvernance **partagée / interministérielle**
- ✓ Une action **structurée** (accompagnement, formations, valorisation des bonnes pratiques, etc.)

Tableau d'aide à la définition du besoin pour des achats durables

- Proposition du comité d'orientation de **l'observatoire économique de la commande publique**
- **Issu de bonnes pratiques et de la concertation**
- **Enjeux**
 - Identifier les questions clés pour tout type de besoin
 - Développer une approche globale : concilier les objectifs de développement durable
 - Partager les question avec différentes parties prenantes
 - Accéder directement aux ressources pour approfondir
 - Tracer les réflexions



Lien vers le tableau : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/achatsdurables/tableau-def-besoin-achats-durables2.xlsx

Organisation en 3 parties, 15 à 31 questions

QUEL EST MON BESOIN INITIAL ET SON CONTEXTE ?

➤ 7 questions

Ex: toutes les solutions alternatives à une acquisition ont-elles été explorées

Ex: existence d'obligations d'achat ou d'une politique interne sur ce secteur?

Cocher:

A préciser

Oui

non

non concerné

COMMENT AMÉLIORER LA PERFORMANCE DE MON ACHAT PAR RAPPORT AU BESOIN ?

➤ 4 questions chapô pour une 1^{ère} approche

➤ 16 sous-questions pour aller plus loin à ouvrir en cliquant sur le (+)

Description des
actions

QUELLE SYNTHÈSE ET MOYENS NECESSAIRES POUR RENDRE CET ACHAT PERFORMANT ?

4 questions

Acteurs à
mobiliser

RESSOURCES

OUTILS

LIENS

En cliquant
sur

(+)

Organisation en 3 parties, 15 à 31 questions

COMMENT AMÉLIORER LA PERFORMANCE DE MON ACHAT PAR RAPPORT AU BESOIN ?

- 4 questions chapô pour une 1^{ère} approche
- 16 sous-questions pour aller plus loin à ouvrir en cliquant sur le **(+)**

(+)

0. Ai-je connaissance de certains enjeux ou impacts environnementaux, sociaux, économiques de ce besoin sur l'ensemble du cycle de vie ou d'une cartographie des risques ?

(+)

I. Performance environnementale (ressources naturelles, biodiversité, climat) : puis-je améliorer l'impact environnemental de cet achat ?

(+)

II. Performance sociale : puis-je améliorer l'impact social de cet achat ?

(+)

III. Performance économique : Puis-je améliorer l'impact économique de cet achat ?

Outils d'aide par secteurs d'activités

➔ Mise en place un outil d'autodiagnostic règlementaire : « **La Réf** » (réseaux 3AR, RESECO)

Pour y accéder : <https://reseco.fr/referencement-reglementaire/> ou <https://3ar-na.fr/la-ref/>

Je travaille pour ...	J'ai un projet d'achat de ...
Collectivités locales et leurs groupements ▾	Bâtiments ▾
Besoin d'aide pour identifier la typologie de votre structure ? <u>Consultez notre PDF d'aide au choix pertinent de votre typologie ></u>	Besoin d'aide pour connaître la famille d'achat concernée ? <u>Consultez notre PDF d'aide au choix pertinent de votre famille ></u>

➔ Des outils complémentaires sont disponibles sur les pages de la DAJ dédiées aux achats durables (cadre juridique par secteur d'activités, clausier, etc.) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/achats-publics-durables-innovation>

Un accompagnement local : les guichets verts

- **Accompagnement de premier niveau** offert par les réseaux régionaux de la commande publique
- Objectif : aider les acheteurs publics à intégrer des **considérations environnementales** dans leurs contrats
- Des guichet verts sont ouverts dans **toutes les régions disposant d'un réseau régional** (voir carte ci-contre).



[Lien vers le formulaire Guichet vert](#)

Considérations sociales : un champ vaste

Guide actualisé et enrichi sur les aspects sociaux de la commande publique (2023)

Copilotes : OCEP (DAJ), direction des Achats de l'Etat (DAE), Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)

Sommaire :

Les considérations sociales dans la commande publique, levier de l'ESS (partie chapeau)

- L'insertion des publics éloignés de l'emploi** (actualisation guide 2018 : personnes handicapés/défavorisées), → sourcer avec la plateforme de l'inclusion.
- La promotion de l'égalité femmes-hommes** (nouvelle thématique)
- Les achats publics issus du commerce équitable** (actualisation guide 2012) : enjeux emploi et économique

[Lien vers le guide sur les aspects sociaux de la commande publique](#)



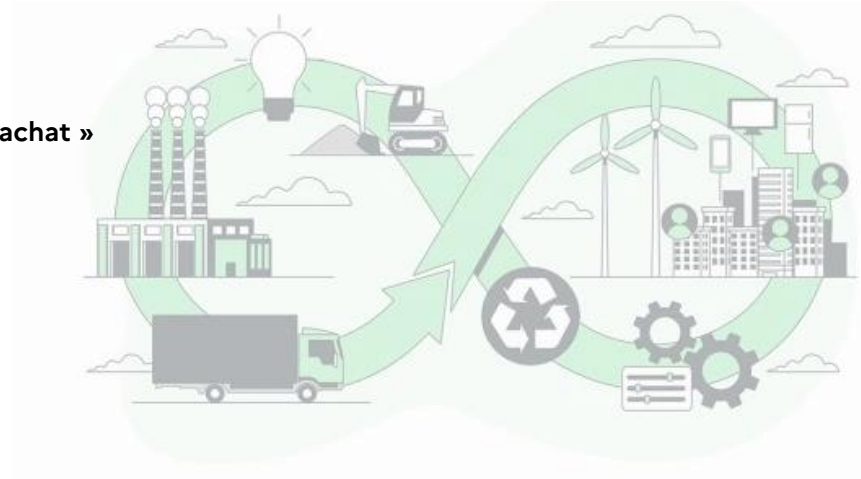
Guides DAJ OECP



MISE À JOUR DES PAGES DE LA DAJ, DÉDIÉES AUX ACHATS RESPONSABLES

La page principale « Achats publics durables et d'innovation » accueille plusieurs thématiques

- Page « Cadre juridique et pratique de l'achat durable pour tout type d'achat »
- Page « Cadre juridique et pratique pour certains secteurs »
- Page « Pilotage des achats durables par la donnée »
- Page « Achat public de solutions innovantes »



Accéder aux pages : <https://www.economie.gouv.fr/daj/achats-publics-durables-innovation>

Pour vous accompagner

Outils déjà disponibles :

- [Formation en ligne \(MOOC\) aux achats durables \(outil du PNAD\)](#)
- [Communauté des acheteurs publics durables \(Rapidd, outil du PNAD\)](#)
- [Plateforme européenne d'échanges pratiques entre acheteurs \(*Public Buyers Platform*\)](#)
- [Acheteurs publics et privés : label relations fournisseurs achats responsables \(médiation des entreprises\)](#)
- [Entreprises : dispositifs d'accompagnement au développement durable \(Direction générale des Entreprises - DGE\)](#)



Formations de la fonction publique :

- [CNFPT](#) (territorial)
- [IGPDE](#) (État et DAE - réseau des référents achats durables et réseau des référents innovation)
- Programme PHARE (hospitalier)

Accompagnement territorialisé (avec le soutien du PNAD) :

- [Les réseaux régionaux de la commande publique durable et les guichets verts](#)
- [Insertion : les facilitateurs et coordinateurs régionaux](#)

Contact : oecc-concertation.daj@finances.gouv.fr



Merci pour votre attention.

Des questions ?

#BercyVert



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*